

Droit public

SOMMAIRE



LE CABINET.....	3
L'EQUIPE DROIT PUBLIC.....	5
DOMAINES D'INTERVENTION	6
ASSOCIE	8
CONSULTANT	9
MISSIONS SIGNIFICATIVES.....	10

LE CABINET

Créé en 1993, De Pardieu Brocas Maffei est un cabinet d'avocats français indépendant qui compte aujourd'hui près de 100 avocats dont 31 associés, couvrant les principaux domaines du droit des affaires, en France et à l'international.

Un cabinet indépendant de référence en droit des affaires

Régulièrement cité aux premiers rangs des classements professionnels tant en termes de transactions réalisées que de notoriété, De Pardieu Brocas Maffei est l'un des tout premiers cabinets d'avocats en France.

Institutions financières et bancaires, compagnies d'assurances, sociétés d'investissement et groupes industriels : le cabinet conseille de nombreux groupes français et internationaux de premier plan. Il est également un interlocuteur reconnu des instances administratives, gouvernementales et professionnelles, nationales ou internationales.

Personnalisation, implication, disponibilité, créativité : les atouts de De Pardieu Brocas Maffei

De Pardieu Brocas Maffei offre à ses clients des prestations juridiques d'excellence, grâce au **savoir-faire** acquis et à l'exigence constante de **qualité** et de **rigueur** de ses avocats.

La **personnalisation du conseil**, la forte implication des associés dans le traitement des dossiers, la **permanence** et la **disponibilité** des interlocuteurs, ainsi que l'alliance de la **créativité** et de la **sécurité juridiques** sont autant d'atouts dont bénéficient les clients du cabinet.

Un sens du service récompensé par des awards internationaux

De Pardieu Brocas Maffei a été récompensé à plusieurs reprises, dans un contexte européen, pour la qualité de ses services et de la relation avec ses clients.

Les prix suivants lui ont notamment été décernés :



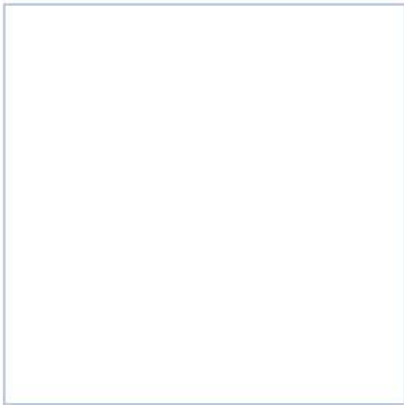
Chambers Client Service Award 2008



Chambers Client Report – Euro 100 Survey #5 in the ranking of « Top firms for French clients » 2008



International Law Office Client Choice Award 2007



Full service : le cabinet intervient dans les principaux domaines du droit des affaires

- Banque, Finance & Marchés de capitaux
- Corporate, Fusions-Acquisitions & Private equity
- Immobilier & Opérations immobilières
- Entreprises en difficulté & Restructuration
- Contentieux
- Droit de la concurrence & de la distribution
- IP/IT
- Droit fiscal
- Droit public
- Droit social
- Assurances

International : une capacité éprouvée à mobiliser et coordonner un réseau de correspondants efficace

De Pardieu Brocas Maffei dispose d'un solide réseau de correspondants choisis pour l'excellence de leurs compétences et leur réputation sur leurs marchés respectifs. Ils partagent avec lui la même valeur fondatrice : **l'indépendance**.

Son expérience et son savoir-faire en matière de missions transfrontalières garantissent à ses clients pour chaque dossier transnational **une seule équipe et un seul interlocuteur**.

La coopération avec ces cabinets dans le cadre de dossiers transfrontaliers, tant en matière de conseil que de contentieux, lui permet de disposer à tout moment d'équipes pluridisciplinaires et d'assurer ainsi la bonne fin des transactions et/ou des procédures précontentieuses et contentieuses, que ce soit en Europe, en Amérique du Nord, en Afrique du Nord ou en Asie.

L'ouverture à l'international est un pré-requis : certains avocats ont ainsi suivi une partie de leur cursus universitaire à l'étranger ou ont étudié le droit comparé. D'autres ont commencé leur carrière à l'étranger ou sont inscrits à des barreaux étrangers.

Facturation : transparence et adaptabilité

Dans un but de **transparence** en matière d'honoraires, le cabinet définit les modalités de facturation avec ses clients en début d'opération.

Pour chaque dossier, le cabinet est disposé à envisager **les formules de facturation les plus adaptées**. Si l'opération nécessite l'intervention de plusieurs cabinets, il est en mesure d'assurer une facturation centralisée et d'afficher un coût global pour l'ensemble des prestations fournies.

L'EQUIPE DROIT PUBLIC

L'équipe Droit public est placée sous la direction d'Olivier Schmitt, avocat associé, et compte à ce jour 5 avocats collaborateurs, hautement spécialisés et appuyés par l'ensemble des autres équipes juridiques du cabinet De Pardieu Brocas Maffei.

L'équipe Droit public intervient dans le cadre de contrats publics complexes et de montages d'opérations d'urbanisme et d'aménagement.

Elle apporte son expertise auprès d'acteurs des secteurs économiques réglementés (énergie, télécommunications, médias, transports, défense, santé, finances,...) et des services collectifs (eaux, déchets, énergies, transports).

Cette équipe intervient auprès de grands groupes industriels, d'établissements bancaires, d'opérateurs de services, mais aussi de l'Etat, de grandes collectivités locales, d'entreprises publiques et de centres hospitaliers, en France ou à l'étranger, en particulier en Europe. Le département est ainsi habitué à conseiller des personnes morales de droit public et de droit privé, ainsi que leur démembrements.

Afin de garantir à ses clients une sécurité juridique, l'équipe Droit public travaille étroitement avec l'ensemble des équipes du cabinet. Cette pluridisciplinarité assure ainsi aux clients du département une vision globale sur les opérations traitées.

Ce que disent les annuaires professionnels...



Public law (Band 2)

This independent French firm maintains a strong market reputation for its expertise in construction, real estate and urban law. The six-lawyer team is described as "serious, pragmatic and client-oriented," and tends to advise private companies on a variety of public law issues. The firm is also particularly active in PPP, representing banks and sponsors rather than public authorities. Recent highlights include assisting a major pharmaceutical company with a public procurement contract relating to the supply of swine flu vaccines. (Chambers Europe 2011)

The six-lawyer practice at this famous French firm is mainly active on real estate, construction and urbanism-related matters, as well as those in the public markets, concessions and state aid areas. The commercially oriented and responsive team has attracted clients such as Total, Hermitage Group and Caisse des Dépôts. A noteworthy recent mandate was advising a public body on the development of a scientific and technological cluster on Saclay Plateau. (Cambers Europe 2010)



Administrative & public law (Band 3)

De Pardieu Brocas Maffei's Olivier Schmitt manages a six-lawyer team, handling public contract, urban planning law, public property law and litigation matters. The practice mainly acts for private sector clients, but is also representing the defence ministry on several matters including the "ro-ro" vessel services contract set up for armed forces and the outsourcing of postal and banking services for overseas armed forces. The firm also assisted GlaxoSmithKline on issues regarding the supply of H1N1 vaccines. (Legal500 2011)At De Pardieu Brocas Maffei, Olivier Schmitt's team focuses on public contracts. The clientele is mainly drawn from the private sector with investors, property developers and industrial companies. The firm advised on the Paris-Saclay project for the development of a scientific and technological hub, and contributed to the landmark CELF jurisprudence on state aid law. (Legal500 2010)

DOMAINES D'INTERVENTION

Contrats publics - Domanialité publique

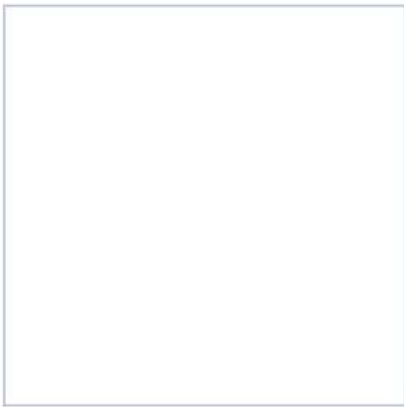
- Droit de la commande publique : marchés publics, conventions de délégation de service public et montages concessifs associés, concessions d'aménagement et cessions de charges foncières, montages complexes, contrats de partenariat et PPP « sectoriels » Police-Justice-Défense, crédits-bails et cessions-bails, concessions domaniales et baux à construction ou emphytéotiques, mécénat et offres de concours...
- Cessions de créances et garanties bancaires (garanties financières d'achèvement ou à première demande...) accessoires aux contrats publics
- Garanties et sûretés accordées par les personnes publiques (garanties d'emprunts, droits réels administratifs et hypothèques...)
- Sécurisation et validation des conditions de passation des contrats publics et des contrats de financement, de construction, y afférents
- Aspects de domanialité publique des contrats administratifs : utilisation et valorisation du domaine public, déclassements, (re)financement d'équipements publics, constitution de droits réels, crédits-bails et cessions-bails (sale and lease back), régimes juridiques particuliers (domaine privé « protégé » des établissements publics « sociétisés », domaines publics aérien, portuaire, maritime, hertzien...)
- Audits des risques liés aux contrats publics et rapports de due diligence dans le cadre d'opérations de restructuration de sociétés (fusions-acquisitions, rachats, créations de joint venture...)
- Prise en charge de tous les contentieux relatifs aux contrats administratifs

Urbanisme - Aménagement

- Audits et assistance à l'urbanisme réglementaire
- Urbanisme commercial et industriel
- Urbanisme opérationnel et aménagement ; planification, contractualisation et financement (taxes et participations aux équipements publics)
- Droit(s) de préemption, procédures d'expropriation, enquêtes publiques et études d'impacts

Secteur public - Régulation et (dé)réglementation économiques - Concurrence

- Établissements publics, entreprises publiques et sociétés d'économie mixte d'État ou locales : création, transformation / « sociétisation », privatisation et ouverture de capital, régime juridique ; participations au capital de sociétés privées ; diversifications et externalisations ; valorisation du patrimoine immobilier du secteur public ; contrôle et tutelle
- Secteurs économiques réglementés (énergie, télécoms et médias, transports, défense, santé...) : régime, droit de la concurrence et régulation, libéralisation, gestion des services publics



- Contentieux du Droit public économique : contestation des décisions des autorités administratives indépendantes (AAI), des autorités de tutelle et de la législation économique (décrets, arrêtés, circulaires, décisions individuelles telles que les agréments...)
- Contrôle des échanges et des investissements étrangers en France dans les secteurs stratégiques

Finances publiques - Fiscalité



- LOLF, droit budgétaire, règles de finances, de comptabilité et de fiscalité publiques ; contrôles des juridictions financières (Cour des comptes, chambres régionales des comptes, Cour de discipline budgétaire et financière)
- Paiements en nature aux/par les personnes publiques, rémunération des co-contractants de l'administration sous forme d'abandons de recettes publiques ou de compensation de dettes et créances publique, affectation de recettes publiques à des dépenses données
- Titres de recettes exécutoires : émission, contestation, procédures de recouvrement forcé de créances publiques (oppositions à tiers détenteurs...)
- Validation de la mise à disposition de fonds publics sous quelque forme que ce soit et garanties d'État
- Cession, nantissement, titrisation des créances détenues sur les personnes publiques
- Aspects fiscaux des contrats administratifs et des aides publiques ; montages de défiscalisation (parcs éoliens, investissements « loi Girardin »...)



Aides d'État - Subventions publiques

- Validation des aides publiques au regard des règles nationales et européenne
- Notification des aides à la Commission européenne.
- Contentieux des aides illégales : négociation, procédures contentieuses européennes, contestation de la récupération.



ASSOCIE

L'équipe se partage en deux équipes spécialisées : trois collaborateurs traitent les opérations de contrats publics et réglementations économiques et deux autres collaborateurs les opérations liées au droit de l'urbanisme et de l'aménagement.

Elle reçoit le soutien de Jacques Perget, consultant, qui met à son service son expérience de l'administration et des relations de celle-ci avec le secteur industriel.

Le professeur Etienne Fatôme intervient par ailleurs en qualité de consultant externe pour les questions les plus complexes de domanialité publique, de commande publique et de droit de l'urbanisme et de l'aménagement.

Olivier Schmitt



Olivier Schmitt est associé du cabinet De Pardieu Brocas Maffei depuis 2006. Il est spécialisé en droit public : droit des contrats publics (marchés publics, délégations de service public, concessions d'aménagement, PPP, montages complexes...), de la domanialité publique, de l'urbanisme et de l'aménagement, ainsi que de la déréglementation économique. Il a également une expertise reconnue en matière de contentieux devant les juridictions administratives françaises (recours en annulation, recours indemnitaires, référés administratifs, homologation de transactions...).

Avocat au Barreau de Paris depuis 1996, Olivier Schmitt est titulaire d'un Doctorat de l'Université de Paris V (1994), d'une habilitation à diriger des recherches (1994), d'un DEA d'études russes et est-européennes de l'IEP de Paris (1992) et d'un DEA de droit public de l'Université de Paris V (1988). Il a rejoint le cabinet en 2006, après une expérience de sept ans chez Huglo Lepage & Associés Conseil (1999-2006) dont cinq ans en qualité d'associé.



Public law (Band 2)

Olivier Schmitt leads the department. He is regarded as a technically skilled practitioner, praised for his "clarity of expression" and broad knowledge of public law. (Chambers Europe 2011)

"*Very talented*" department head Olivier Schmitt has impressive technical skills and a great ability to understand his clients, one of whom remarks that "*he can handle extremely sensitive cases and answer questions on the spot, or within a very short timeframe.*" (Chambers Europe 2010)



Administrative & Public Law (Band 3)

De Pardieu Brocas Maffei's Olivier Schmitt manages a six-lawyer team, handling public contract, urban planning law, public property law and litigation matters. (Legal500 2011)

At De Pardieu Brocas Maffei, Olivier Schmitt's team focuses on public contracts. (Legal500 2010)

CONSULTANT

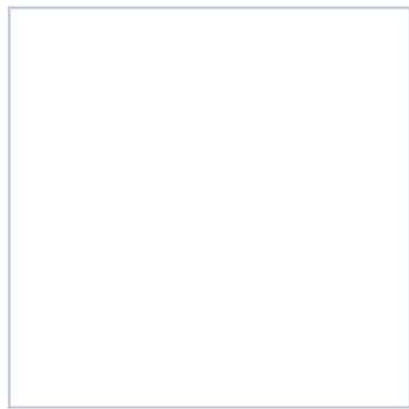
Jacques Perget



Jacques Perget, officier général (cr) et avocat au Barreau de Paris (2010), a rejoint en qualité de consultant le cabinet De Pardieu Brocas Maffei pour mettre au service de celui-ci son expérience de l'administration et des relations de celle-ci avec le secteur industriel. Il a en effet effectué sa carrière au ministère de la défense et dans différentes fonctions de l'administration civile, avec deux domaines de prédilection : la recherche scientifique et technologique, l'industrie d'armement.

Contrôleur général des armées, il a été entre autres directeur général de la recherche et de la technologie auprès du ministre chargé de la Recherche Scientifique et de la Technologie, membre du comité à l'énergie atomique, commissaire du gouvernement et administrateur de différents organismes ou sociétés.

Son champ d'activité au cabinet De Pardieu Brocas Maffei concerne le secteur public dans son ensemble, et plus particulièrement celui de la défense et de l'industrie d'armement (procédures contractuelles publiques, juridiques et financières, restructurations, règlement des litige, médiation et/ou arbitrage).



MISSIONS SIGNIFICATIVES

Contrats publics & Droit public économique

Montages contractuels complexes / PPP



▪ Conseil régulier de la **Banque Européenne d'Investissement (BEI)** pour ses financements de projets et partenariats public-privé (en tant que prêteur)

▪ Conseil régulier d'un **groupe français d'aéronautique, de défense et de sécurité** sur ses marchés publics industriels et d'informatique, PPP et financements innovants d'équipements militaires

▪ Assistance du **ministère de la Défense (DCCAT)** pour la préparation et la passation d'un contrat de partenariat relatif à la mise à disposition d'une flotte de navires rouliers (*Roll-On/ Roll-Off* ou Ro-Ro) pour les besoins de projection des forces armées (avec le cabinet de conseil BearingPoint et le cabinet d'avocats RBM2L)

▪ Assistance du **ministère de la Défense (SCERCAT)** pour l'externalisation des services bancaires et postaux au profit des forces armées en opérations extérieures (avec le cabinet de conseil BearingPoint)

▪ Conseil du **consortium SNI/ Bouygues Immobilier/ Bouygues Bâtiment Île-de-France/ Dalkia/ CDC/ Predica/ Calyon/ Dexia** candidat à un PPP (AOT/LOA) du ministère de la Défense (siège de la Direction générale de la Gendarmerie nationale au Fort d'Issy)

▪ Conseil d'un **groupement** candidat à l'attribution d'une autorisation d'occupation du domaine public de type AOT-LOPSI pour la conception, le financement, la construction, l'aménagement, l'entretien et la maintenance d'une caserne de gendarmerie par convention de bail

▪ Conseil de la **Banque Européenne d'Investissement** dans son choix des sociétés candidates à la conclusion d'un PPP (bail emphytéotique hospitalier) à financer

▪ Conseil d'un **groupe privé de soins et services hospitaliers** pour la négociation d'une opération immobilière de regroupement d'activités entre une clinique et un centre hospitalier

▪ Conseil d'une **société d'investissement** dans le montage d'une opération de défiscalisation « loi Girardin » dans les DOM-TOM par un contrat public de type PPP

▪ Conseil d'une **société d'économie mixte locale des Hauts-de-Seine** dans l'étude de faisabilité juridique d'un PPP pour l'acquisition, l'aménagement et l'exploitation d'un complexe sportif et de loisirs

▪ Conseil d'un **établissement de crédit** dans le cadre du financement privé d'actifs publics (frégates et réseaux de télécoms)

▪ Conseil d'un **groupe de BTP** dans les négociations avec l'entreprise publique franco-italienne Lyon Turin Ferroviaire (LTF) dans le cadre des marchés de réalisation de la liaison ferrée transalpine à grande vitesse



- Conseil d'une **fédération professionnelle** dans le montage contractuel de financement et de réalisation d'une opération d'élimination / valorisation des stocks de farines animales de l'État

Financements d'actifs publics

- Conseil d'une **banque** candidate à une opération de cession-bail (sale and lease back) des matériels roulants (tramways) et des immeubles à usage de bureaux et d'atelier d'une autorité publique organisatrice de transports

- Conseil d'une **société d'économie mixte locale concessionnaire de parkings** pour l'étude des conditions juridiques de refinancement de ses actifs immobiliers publics (cession-bail...)

- Conseil d'une **banque française** dans ses opérations de financement de l'implantation et l'exploitation de parcs d'éoliennes

- Conseil d'une **foncière** dans la prise de contrôle et le refinancement de concessionnaires d'ouvrages publics (parkings)

- Assistance d'un **investisseur public français de premier rang** pour le financement et le développement de centrales photovoltaïques en France

- Conseil d'une **banque européenne** et d'une **foncière** dans leurs opérations de financement d'acquisitions d'actifs immobiliers publics de Réseau Ferré de France spécialement déclassés et transférés pour valorisation à une société foncière d'État (la SOVAFIM)

- Conseil d'**investisseurs** dans le financement et l'installation de fermes marines en France (aspects domaniale publique maritime et financement)

Marchés publics

- Conseil et prestations d'assistance auprès d'une **communauté d'agglomération de la région parisienne** pour la passation de ses contrats (marchés publics, délégation de service public, etc.)

- Conseil d'une **entreprise leader dans le secteur du traitement des boues** à l'occasion d'une expertise judiciaire relative aux dysfonctionnements d'une station de traitement de boues d'une importante ville française

- Conseil d'un **groupe privé d'aéronautique, de défense et de sécurité** dans la gestion de différends sur l'exécution d'un marché industriel avec le ministère de la Défense

- Conseil d'un **groupe privé d'aéronautique, de défense et de sécurité** dans la gestion de différends sur l'exécution d'un marché informatique avec un important établissement public de santé

- Conseil d'une **foncière**, en groupement avec des promoteurs et investisseurs, dans la négociation d'un contrat de cession de droits à construire et de charges foncières (complexe hôtelier, d'affaires et de loisirs à bâtir et commercialiser) attribué par un établissement public d'aménagement chargé d'une opération d'intérêt national

- Conseil d'une **société de construction de matériel roulant ferroviaire** dans le cadre d'un important appel d'offres de fourniture d'automotrices à la SNCF (« Transilien »)



- Conseil d'un **consortium (assureur, groupe automobile, financeur)** candidat à l'externalisation du financement, de la gestion et de la maintenance de la flotte de véhicules de la gamme commerciale du ministère de la Défense (env. 22 000 véhicules)

- Conseil de plusieurs **communes et structures intercommunales** dans l'élaboration, la passation, la négociation et l'exécution de concessions d'aménagement en ou hors ZAC

- Conseil du **ministère de la Culture** dans le cadre d'un recours en manquement introduit par la Commission européenne relatif à la passation de certains marchés de transport d'œuvres d'art

- Conseil d'un **groupe d'immobilier de loisirs** dans la conclusion avec une commune d'un contrat de cession de charges foncières et de gestion d'un village-club de tourisme

Montages concessifs

- Conseil de la **Banque Européenne d'Investissement (BEI)** dans le choix des sociétés candidates à l'attribution de la concession par RFF de la ligne à haute vitesse Sud Europe Atlantique (LGV SEA)

- Conseil d'un **délégué de service public de parcs de stationnement** dans l'exécution et le suivi juridique, financier et tarifaire de ses contrats avec d'importantes autorités concédantes

- Conseil d'un **groupe ayant racheté un délégué de service public de parcs de stationnement** pour l'analyse de sa convention de délégation public et l'assister dans ses négociations avec l'autorité délégante pour l'adoption d'un avenant à la convention

- Conseil d'une **importante commune des Hauts-de-Seine** dans l'étude et la passation d'un contrat de gestion déléguée globale du service public du stationnement sur voirie et en parkings souterrains

- Conseil d'une **commune du Var** dans l'audit de ses concessions de ports de plaisance et de son domaine public portuaire et dans la renégociation avec les concessionnaires et plaisanciers des traités de concession et des sous-contrats d'amodiation des quais et terre-pleins

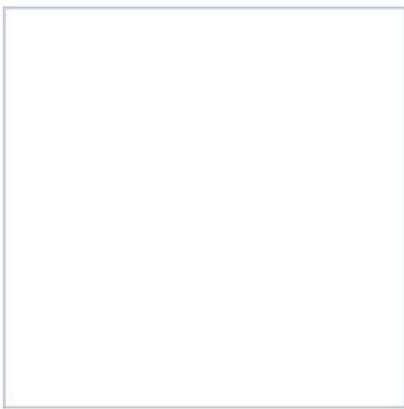
Assistance et conseil dans le domaine réglementaire

- Conseil d'un **groupe pétrolier** dans la négociation et le suivi de la réglementation en matière de produits pétroliers, notamment de biocarburants

- Assistance de la **DIRIF (direction inter-départementale des routes d'Île-de-France)** dans la recherche d'optimisations de ses procédures de gestion et de contrôle

- Conseil de **fonds d'investissement** dans l'audit et le transfert d'autorisations de fabrication et de commerce d'armes de guerre et dans l'obtention d'autorisations d'investissements étrangers dans les secteurs stratégiques en France (opérations de LBO et M&A)

- Conseil d'un **groupe pharmaceutique multinational** sur la réglementation en matière de commande publique et de produits de santé, y compris dans ses aspects de droit pénal



- Conseil d'un **fonds d'investissement** étranger pour l'audit de la réglementation hospitalière (planification / autorisations d'activités de soins / tarification) en vue de son entrée sur le marché français
- Assistance d'un **établissement public national de santé** dans sa politique de subventionnement d'associations
- Conseil d'un **groupe pétrolier** dans la négociation et la mise en œuvre d'une mesure d'aide publique à certains investissements lourds autorisés par la Commission européenne

Droit public économique & Aides d'Etat

- Conseil d'une **société bénéficiaire d'aides d'État illégales** dans le cadre du contentieux du reversement forcé de ces subventions et représentation de cette société devant les juridictions nationales et communautaires
- Conseil d'un **groupe européen d'autoroutes** dans le rachat d'une société d'économie mixte nationale concessionnaire d'autoroutes en cours de privatisation
- Conseil d'un **fonds commun de placement à risques** dans le rachat, puis la restructuration d'une société d'armement, négociations auprès des autorités de contrôle du ministère de la Défense et du Trésor, gestion de la reprise des marchés publics cédés
- Conseil d'une **grande banque française** lors de la recapitalisation de France Télécom sur la question de la garantie d'État accordée à l'occasion de l'émission obligataire

Missions de conseil et d'assistance

- Conseil d'une **société anonyme d'HLM** dans la création avec d'autres organismes publics et privés d'HLM d'une entité commune ad hoc (SCIC d'HLM, GIE, GIP...) chargée de la gestion mutualisée de leurs parkings
- Assistance de **foncières** dans la préservation de leurs droits à l'occasion de la mise en œuvre d'un important projet d'infrastructure ferroviaire en région parisienne
- Conseil d'un **établissement public national** dans la conclusion avec une commune d'Ile-de-France d'un contrat d'échange sans soulte de volumes immobiliers contre bâtiments à construire, dans le cadre d'une opération d'aménagement urbain
- Conseil d'une **société d'économie mixte, filiale d'une chambre de commerce et d'industrie**, dans le cadre d'acquisitions de terrains auprès de collectivités publiques en vue de l'extension d'un parc des expositions
- Conseil de **collectivités locales et d'établissements publics de coopération intercommunale** dans la création d'un syndicat mixte ouvert « à la carte » pour la réalisation et la gestion d'un nouveau centre régional d'enfouissement et de traitement des déchets

Urbanisme, Environnement & Aménagement

Réalisation d'ensembles immobiliers

- Conseils d'un **grand promoteur** dans une opération de construction d'un complexe immobilier (tours ITGH) de 250.000 m² de SHON comportant des bureaux, des commerces et des équipements de services dans le quartier d'affaires de La Défense pour un montant d'investissement supérieur à 500 M€
- Assistance d'**Aéroports de Paris (ADP)** dans le cadre de la réalisation de l'opération « Cœur d'Orly » portant à terme sur la construction de 230 000 m² de SHON (dont une première phase d'environ 160 000 m² SHON d'ici fin 2012) de bureaux, de commerces et d'équipement hôtelier : structuration de l'opération notamment du point de vue du droit de l'urbanisme, suivi de la procédure de mise en concurrence, analyse des offres des candidats, négociations, rédaction de la documentation contractuelle
- Assistance d'un **grand promoteur-investisseur** dans le cadre de la définition et la réalisation d'un ensemble immobilier à usage de bureaux portant sur une SHON de près de 120 000 m² à Vélizy-Villacoublay
- Assistance de **Foncière des Régions** dans le cadre de la réalisation du siège social de Dassault Systèmes à Vélizy-Villacoublay
- Assistance d'un autre **grand promoteur** dans l'acquisition d'un ancien site industriel situé à Versailles aux fins de le transformer en parc tertiaire d'une SHON de près de 51 000 m² à usage de bureaux
- Assistance d'un **promoteur** dans la réalisation d'un complexe immobilier golfique en Normandie
- Assistance d'un **investisseur** dans le cadre de la construction d'un complexe hôtelier en Polynésie Française
- Assistance de **Hailey** dans le cadre de la réalisation d'un complexe hôtelier dans le département de l'Oise

Cessions de charge foncière et de droits à construire - Cessions & acquisitions de biens immobiliers

- Assistance de la **Compagnie la Lucette** dans l'acquisition d'un immeuble de 16 500 m² de bureaux en VEFA à Clichy-la-Garenne
- Conseil d'une **foncière**, lauréate d'un appel d'offres, dans l'acquisition d'îlots situés dans une ZAC en cours de réalisation à La Garenne-Colombes pour la construction d'un programme immobilier portant sur une SHON de près de 40 000 m² de bureaux, commerces, services et parc de stationnement
- Conseil d'une **banque** finançant la construction en VEFA d'un immeuble situé dans une ZAC en cours de réalisation à Bois-Colombes portant sur une SHON de près de 65 000 m² à usage de bureaux et activités
- Assistance d'un **groupe immobilier** dans la cession d'ensembles immobiliers à usage de commerces
- Assistance d'un **investisseur** dans le cadre de l'acquisition d'un actif immobilier à usage hôtelier dans le département des Hauts-de-Seine



Réalisation d'opérations d'aménagement d'initiative publique

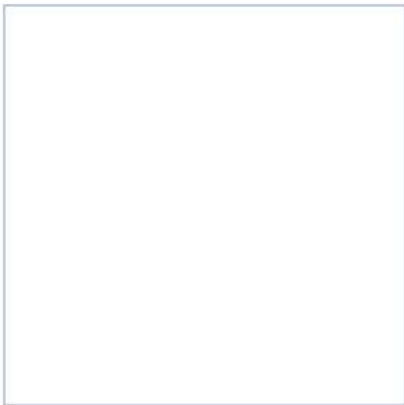
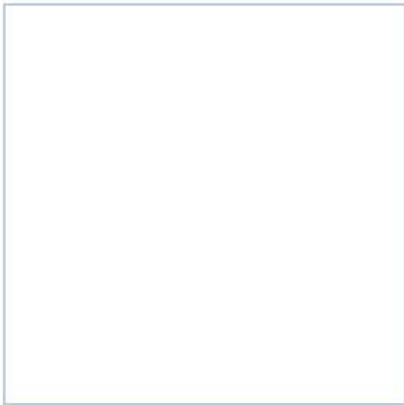
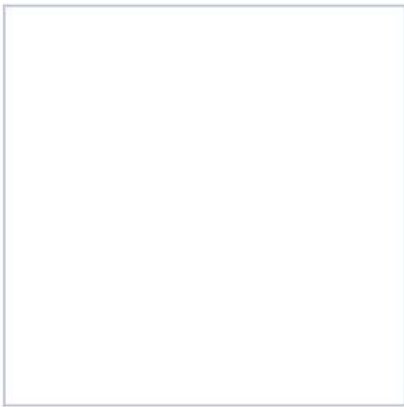
- Conseil de l'**Etat** pour la réalisation de l'Opération d'Intérêt National (OIN) du Plateau de Saclay, qui a vocation à accueillir sur son territoire un cluster technologique et scientifique d'envergure mondiale : sécurisation du processus de création de l'établissement public spécifique devant piloter la mise en oeuvre de l'OIN, mise en place d'une stratégie concernant, d'une part, le foncier, l'urbanisme et l'aménagement et, d'autre part, les contrats à passer par le futur établissement public.
- Assistance d'un **aménageur** dans la réalisation des aménagements d'une ZAC à caractère touristique autour de la pratique golfique dans les Bouches-du-Rhône, dans la vente des terrains aménagés et l'évaluation des risques liés aux recours formés à l'encontre des permis de construire délivrés aux acquéreurs des terrains
- Assistance d'un **constructeur d'immeubles d'habitation de tourisme** au sein d'une ZAC à caractère touristique autour de la pratique golfique dans le Var, dans la réalisation de son projet, compte tenu des recours formés à l'encontre des permis de construire obtenus pour ce projet

Réalisation de projets d'équipement commercial et hôtelier

- Assistance d'**exploitants de centres commerciaux de dimension européenne et d'investisseurs** dans la réalisation et l'acquisition d'équipements commerciaux en métropole et outre-mer
- Assistance d'un **exploitant de dimension européenne** dans une opération de rénovation et d'extension d'un centre commercial dans les Yvelines
- Assistance d'un **groupe de l'industrie du luxe** dans la négociation d'un bail pour l'installation d'une boutique-amiral dans un centre commercial implanté par un promoteur-investisseur sur le domaine public portuaire
- Conseil de **Generali**, acquéreur dans l'opération de cession-bail (sale and lease back) mise en place par le groupe Casino portant sur les murs des supermarchés et hypermarchés exploités par celui-ci à la Réunion
- Conseil de nombreux **investisseurs** dans des opérations d'acquisitions d'actifs immobiliers comportant des équipements commerciaux
- Conseil d'une **foncière** dans les opérations de restructuration de ses actifs immobiliers à usage d'habitation

Réalisation d'opérations dans le domaine des énergies renouvelables

- Conseil d'un **producteur d'électricité européen** dans sa prise de participation dans une société française spécialisée en développement et en exploitation de parcs éoliens
- Conseil de **Natixis** dans ses opérations de financement de l'implantation et de l'exploitation de parcs éoliens en France
- Conseil de la **Caisse des Dépôts** dans sa prise de participation dans Solaire Durance, dont l'objet est de développer, construire et exploiter en Val de Durance cinq parcs solaires photovoltaïques d'une puissance installée de 32 MW



Réalisation d'opérations relatives à des sites industriels relevant de la réglementation des installations classées pour l'environnement

- Conseil de **Foncière Europe Logistique** pour la régularisation d'une autorisation d'exploiter un entrepôt situé dans l'Ain
- Conseil de **Gecina** dans le cadre de travaux de désamiantage de la Tour Mercure située à Paris
- Conseil de **Geo Gallium** dans la procédure de cessation d'activité et la remise en état d'un site industriel situé à Salindres (Gard)
- Conseil d'un **groupe de l'industrie agro-alimentaire** à l'occasion de projets de prises de participation dans des sociétés opérant dans le secteur de la boulangerie industrielle

Fiscalité de l'urbanisme

- Assistance de **Foncière des Régions (FDR)** dans un contentieux de redevance d'archéologie préventive dans le cadre de l'acquisition d'actifs immobiliers en région Aquitaine
- Assistance d'un **grand groupe immobilier** dans la mise en œuvre d'un programme d'aménagement d'ensemble en partenariat avec une commune du Val d'Oise
- Assistance d'un **grand groupe immobilier** dans la mise en œuvre d'un programme d'aménagement d'ensemble en partenariat avec une commune des Hauts-de-Seine